



## Téléphérique urbain de La Montagne

MARCHE PUBLIC GLOBAL DE PERFORMANCES

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) - PHASE DE CANDIDATURE

**Date et heure limites de réception des candidatures :**  
**Le vendredi 14 février 2025 à 12 heures locales**  
*Fuseau horaire de La Réunion (GMT+04:00)*

Chaque candidat doit produire uniquement les éléments relatifs au dossier de candidature (article 3.1.1 du présent RC). Un RC mis à jour pourra, le cas échéant, être transmis aux candidats admis en phase d'offre (phase n°2).

**Artelia**  
**Réunion Océan Indien**  
121 boulevard Jean Jaurès  
CS31005  
97404 SAINT-DENIS Cedex  
Tel. : +262 (0)2 62 90 96 00  
Fax : +262 (0)2 62 90 96 01



ARTÉLIA • DCSA • DSA

LMO_ART_TO1_RCO_MGP_v4					
V4	Edition phase de candidature (cohérence AAPC)	ARD	ARTéNOR	ARD	13/12/24
V3	Prise en compte commentaires CINOR	ARD	ARTéNOR	ARD	12/12/24
V2	Prise en compte commentaires CINOR	ARD	ARTéNOR	ARD	09/12/24
V1	Diffusion initiale	ARD	ARTéNOR	ARD	04/12/24
V0	Diffusion interne	ARD			25/11/24
Révision	Statut / Commentaires	Établi par	Contrôlé par	Validé par	Date

**Objet de la consultation :**

Liaison en transport par câble entre les secteurs de Bellepierre et de la Vigie à Saint-Denis (dénommée téléphérique urbain de La Montagne).

Marché public global de performance incluant la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance au sens des dispositions des articles L.2171-3, R.2171-2, R.2171-3, R.2171-19 à R.2171-22 du code de la commande publique.

**Mode de passation :**

Marché passé selon une procédure avec négociation en application des articles L.2124-3, R.2124-4, R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique.

**Entité Adjudicatrice :**

CINOR, Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion  
3, rue de la Solidarité  
CS 61025  
97495 Sainte-Clotilde Cedex (Réunion – France)

**ATTENTION : Au stade de la candidature, les opérateurs économiques sont invités à remettre uniquement les pièces de candidature listées à l'article 3.1.1 du présent règlement.**

**Seuls les candidats sélectionnés en phase de candidature seront invités à remettre une offre.**

**Au stade de la candidature, le dossier de consultation des entreprises est mis à disposition des opérateurs économiques uniquement pour information.**

**Le dossier de consultation des entreprises finalisé sera remis uniquement aux candidats admis à présenter une offre.**

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
<b>2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
2.1. ETENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION	3
2.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	3
2.3. PRESTATIONS SIMILAIRES	4
2.4. VARIANTES	5
2.5. DUREE OU DELAI D'EXECUTION	5
2.6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.7. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS	5
2.8. COMPOSITION DES CANDIDATS	5
2.8.1. Groupement	5
2.8.2. Part réservée aux TPE / PME	5
2.9. ACCES AUX DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	6
2.9.1. Mise à disposition du dossier de consultation	6
2.9.2. Contenu du dossier de consultation	6
2.10. DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS	7
2.11. INDEMNISATION DES CANDIDATS	7
2.12. MONTANT DU MARCHE	7
<b>3. PIECES A FOURNIR PAR LES CANDIDATS</b>	<b>8</b>
3.1. PHASE DE CANDIDATURE	8
3.1.1. Dossier de candidature	8
3.1.2. Critères objectifs de limitation du nombre de candidats	10
3.2. PHASE D'OFFRE	11
<b>4. JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>13</b>
4.1. JURY	13
4.2. VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES OFFRES	13
4.3. NOTATION DU CRITERE COUT GLOBAL	13
4.4. NOTATION DES CRITERES TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTAL	14
4.4.1. Principes de l'analyse	14
4.4.2. Décomposition et valorisation du critère technique	15
4.4.3. Décomposition et valorisation du critère environnemental	17
4.5. NOTATION DU CRITERE « PME »	17
4.6. NOTE FINALE	17
<b>5. MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>18</b>
5.1. REMISE DES CANDIDATURES	18
5.2. REMISE DES OFFRES	18
5.3. SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT PAR L'ATTRIBUTAIRE	19
5.4. DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	19
<b>6. MODALITES D'ATTRIBUTION – PIECES A REMETTRE PAR L'ATTRIBUTAIRE</b>	<b>19</b>
<b>7. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES</b>	<b>20</b>
<b>8. RECOURS</b>	<b>21</b>
<b>9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>21</b>

# **1. OBJET DE LA CONSULTATION**

Le projet de téléphérique consiste à relier en transport par câble deux stations sur un linéaire d'environ 1,3 km. Ce projet de transport en site propre doit garantir à l'usager une accessibilité, une disponibilité et une fréquence importantes, et assurer un débit d'au moins 600 personnes/h/sens à la mise en service ainsi qu'une amplitude d'exploitation calée sur les horaires du réseau de transport urbain Citalis.

Le marché comprend la conception et la réalisation du système de transport proprement dit, des installations d'infrastructures, de VRD et de bâtiments, ainsi que l'exploitation et la maintenance des ouvrages, équipements et systèmes pendant toute la durée du marché.

La mission de conception comprend également la participation à l'élaboration ou la réalisation, selon les cas, des dossiers relatifs aux procédures réglementaires, administratives et de sécurité préalables à l'obtention des autorisations de réalisation des travaux et de mise en service.

La mission d'exploitation comprend la mise en œuvre des moyens humains nécessaires à l'exploitation de la ligne<sup>1</sup>, la maintenance et l'entretien des stations, équipements et systèmes, le nettoyage des cabines et des espaces publics dédiés à l'exploitation, la surveillance des quais.

La mission de maintenance comprend en outre l'ensemble des opérations préventives et curatives destinées à maintenir ou à rétablir le système de transport en vue de répondre aux objectifs de performance fixés dans les documents de la consultation ; elle intègre notamment la maintenance dite lourde visant à mettre en œuvre les opérations de grandes inspections requises par la réglementation, en lien avec le nombre important d'heures auquel sera soumis le téléphérique.

# **2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

## **2.1. ETENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION**

Le présent marché est un marché public global de performance incluant la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance au sens des dispositions des articles L.2171-3, R.2171-2, R.2171-3, R.2171-19 à R.2171-22 du code de la commande publique.

Le marché associe l'exploitation et la maintenance à la conception et à la réalisation d'un ouvrage de téléphérique urbain afin de remplir des objectifs chiffrés de performance définis dans les documents de la consultation. Sont prévus dans le marché des engagements de performance mesurables.

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure avec négociation en application des articles L.2124-3, R.2124-4, R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique.

L'appel à candidature – 1ère phase de la procédure – sera suivi d'une 2ème phase (phase d'offre) qui aura pour objet de consulter les candidats admis et de procéder au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse

## **2.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS**

Le marché comporte deux tranches :

- Tranche ferme (« Conception ») comportant principalement :
  - Le management de projet visant la maîtrise du projet dans toutes ses composantes : délais, coûts, Qualité, FDMS, développement durable, etc. ;
  - Les investigations complémentaires nécessaires aux études de conception et à l'établissement des dossiers administratifs ;

---

<sup>1</sup> L'édition, la vente et le contrôle des titres ne sont pas à la charge du Titulaire.

- Les études de conception de niveau projet ;
- Le contrôle interne/externe des études et des dossiers de tous types ;
- La participation à l'élaboration ou, selon les cas, la réalisation complète des dossiers relatifs aux procédures réglementaires et administratives préalables à l'obtention des autorisations de réalisation des travaux et de mise en service, et le suivi des procédures correspondantes ;
- Les études de fiabilité, disponibilité, maintenabilité (FDM) ;
- Les études de sécurité niveau DPS ;
- Les études liées à la réglementation des établissements recevant du public (ERP) ;
- Les études de sûreté et de sécurité publique (ESSP) ;
- Les plans d'exploitation et de maintenance ;
- Le plan de formation du personnel d'exploitation et de maintenance ;
- L'assistance au maître d'ouvrage dans la communication portant sur le projet.
- Tranche optionnelle (décomposée en une phase A « Réalisation » et une phase B « Exploitation & Maintenance ») comportant principalement :
  - Le management de projet dans la continuité des missions de la tranche ferme ;
  - Les études d'exécution ;
  - L'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des matériels, équipements et systèmes ;
  - Le contrôle interne/externe des études d'exécution et des travaux ;
  - Les études de sécurité niveau DS ;
  - La poursuite des démarches FDM, ERP et ESSP dans la continuité de la tranche ferme ;
  - La mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et des suivis environnementaux proposés dans le cadre des dossiers réglementaires ;
  - Le suivi des procédures réglementaires et administratives préalables à l'obtention des autorisations nécessaires à la mise en service ;
  - Les dossiers des ouvrages exécutés (DOE), la documentation technique exploitant (DTE) et les dossiers d'intervention ultérieure sur ouvrage (DIUO) ;
  - La préparation à l'exploitation et à la maintenance et la formation du personnel ;
  - La validation du système, la marche à blanc et la vérification du service régulier (VSR) ;
  - L'assistance au maître d'ouvrage dans la communication portant sur le projet et le chantier ;
  - La mise en œuvre des moyens humains nécessaires à l'exploitation de la ligne, la maintenance et l'entretien des stations, équipements et systèmes, le nettoyage des cabines et des espaces publics dédiés à l'exploitation, la surveillance des quais, etc. ;
  - La maintenance préventive et curative du système de transport, les opérations de gros entretien et de renouvellement et les contrôles tels qu'ils sont définis par la réglementation en vigueur.

## **2.3. PRESTATIONS SIMILAIRES**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer ultérieurement des marchés de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché (article R.2122-7 du code de la commande publique).

Le marché pourra également faire l'objet de modifications dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-9 dudit code.

Le marché comporte la possibilité de mise en œuvre d'avenants conformément aux dispositions du CCAG Travaux (cf. articles 6.2 et 7.2).

## **2.4. VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées.

En cas de variante présentée, celle-ci sera écartée. Seule l'offre de base sera analysée, à condition d'être bien dissociée de la variante.

## **2.5. DUREE OU DELAI D'EXECUTION**

Le marché est conclu pour une durée globale de 102 mois (total tranche ferme + tranche optionnelle).

Durée de la tranche ferme : 24 mois maximum à compter de la notification du marché.

Durée de la tranche optionnelle : 78 mois maximum à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le début d'exécution de cette tranche :

- Phase A – Réalisation : 20 mois maximum (yc période VSR de 2 mois)
- Phase B – Exploitation & Maintenance : 60 mois

Date prévisionnelle de début des prestations : novembre 2025.

Date prévisionnelle de mise en service de la ligne : 2ème trimestre 2028.

Délai limite d'affermissement de la tranche optionnelle : 24 mois à compter de la notification du marché.

## **2.6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à dix (10) mois à compter de la date limite de réception des offres.

## **2.7. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS**

Pour les candidats non retenus, ou dans le cas où il ne serait pas donné suite à la présente procédure, les prestations des candidats ne pourront être utilisées par l'entité adjudicatrice, en tout ou partie, sans accord de leur auteur.

## **2.8. COMPOSITION DES CANDIDATS**

### **2.8.1. Groupement**

Il est possible pour une entreprise de candidater au sein de plusieurs groupements tant qu'elle n'est pas mandataire d'un groupement.

En cas d'attribution à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera rendu solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'entité adjudicatrice. Cette exigence est justifiée dans la mesure où cela est nécessaire à la bonne exécution du marché, au regard de son caractère global.

### **2.8.2. Part réservée aux TPE / PME**

Les candidats sont informés que le Titulaire devra s'engager à confier, directement ou indirectement, une part de l'exécution du marché à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans. Cette part ne pourra être inférieure à 10% du montant prévisionnel du marché (articles L.2171-8 et R.2171-23 du code de la commande publique).

Il est tenu compte, parmi les critères d'attribution du présent marché, de la part d'exécution du marché que le candidat s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans.

## **2.9. ACCES AUX DOCUMENTS DE LA CONSULTATION**

### **2.9.1. Mise à disposition du dossier de consultation**

Les opérateurs économiques admis en phase de candidature seront invités dans un 2ème temps à soumissionner et à présenter une offre.

Les documents de la consultation sont toutefois mis à disposition des opérateurs économiques dès la phase de candidature, à titre d'information, pour permettre aux candidats d'apprécier les conditions du marché.

En phase d'offre, le dossier de consultation finalisé sera mis à disposition gratuitement des candidats retenus à l'issue de la phase de candidature et admis à présenter une offre. À cet effet, une lettre de consultation sera envoyée à chaque candidat retenu accompagnée de l'ensemble des pièces constitutives du dossier.

### **2.9.2. Contenu du dossier de consultation**

La composition du dossier de consultation est la suivante :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Planning général enveloppe ;
  - Annexe 2 : Garanties particulières<sup>2</sup> ;
  - Annexe 3 : Engagement envers les PME et les artisans<sup>2</sup> ;
  - Annexe 4 : Cahier des charges sociales traitant de l'insertion par l'activité économique<sup>2</sup> ;
  - Annexe 5 : Clauses contractuelles RGPD (modèle CNIL).
- Le Programme Technique & Fonctionnel (PTF) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Engagements de performance<sup>2</sup> ;
  - Annexe 2 : Bilan et coûts de la consommation énergétique<sup>2</sup> ;
  - Annexe 3 : Données Sécurité (niveau DDS) ;
  - Annexe 4 : Cadrage réglementaire et environnemental ;
  - Annexe 5 : DAUPI ;
  - Annexe 6 : Mesures Bruit ;
  - Annexe 7 : Données topographiques ;
  - Annexe 8 : Données géotechniques ;
  - Annexe 9 : Réseaux concessionnaires ;
  - Annexe 10 : Concertation publique.
- Le Cahier des Clauses de Management et des Missions (CCMM) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Convention d'utilisation du SEDI ;
  - Annexe 2 : Règlements de voirie de la ville de Saint-Denis et de la Région ;
  - Annexe 3 : Plan de gestion des déchets du BTP à La Réunion ;
  - Annexe 4 : Règlement intérieur du réseau Citalis.
- Le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Pièce à compléter et/ou signer par le candidat dans le cadre de son offre.



## **2.10. DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS**

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation. Les candidats sont informés qu'en cas de recours à la négociation, celle-ci s'effectuera selon les formes et modalités suivantes : négociation orale avec rencontre des intéressés dans les locaux de l'entité adjudicatrice.

Il pourra être effectué un ou plusieurs tours de négociation « orale ».

La (ou les) négociation(s) orale(s) pourra(ont) se combiner avec une ou plusieurs négociations faites par écrit. La négociation sera engagée avec les candidats par email, courrier ou voie électronique par le biais de la plateforme de dématérialisation de la CINOR. L'entité adjudicatrice pourra combiner les différents moyens précités pour la négociation.

La(ou les) négociation(s) pourra(ont) porter sur tous les éléments de l'offre. Elle(s) pourra(ont) également permettre d'ajuster certaines caractéristiques initiales du marché et de compléter les pièces du DCE, sans pouvoir toutefois modifier de manière substantielle les données initiales soumises à consultation.

À l'issue des négociations, l'entité adjudicatrice pourra fournir les pièces contractuelles finalisées, et demandera formellement aux candidats de remettre une offre finale.

## **2.11. INDEMNISATION DES CANDIDATS**

L'entité adjudicatrice exige des candidats retenus la production d'un mémoire technique d'un niveau de définition équivalent à un avant-projet sommaire, justifiant notamment du respect des exigences et performances attendues, et de l'organisation qu'il s'engage à mettre en œuvre pour exécuter l'ensemble des missions du marché.

Les candidats ayant remis une offre conforme aux prescriptions du présent règlement, et qui ne seront pas choisis par l'entité adjudicatrice pour exécuter le marché, se verront verser une indemnité fixée à 80.000 euros HT. Cette indemnité sera versée dans un délai de trente (30) jours à compter de la présentation de la facture correspondante.

Une offre sera déclarée conforme lorsque les trois conditions suivantes seront remplies :

- Les pièces et informations exigées dans le présent RC sont fournies par le candidat ;
- L'offre respecte les exigences du programme et la réglementation en vigueur ;
- L'offre est cohérente sur les plans techniques et financiers.

Dans le cas où les offres ne répondent pas à ces conditions, aucune prime ne sera allouée.

Cette prime constituera une avance sur rémunération pour le Titulaire retenu.

Les compléments remis après négociations ne feront pas l'objet de prime.

## **2.12. MONTANT DU MARCHE**

Le marché est estimé dans la fourchette 45-50 millions d'euros HT, toutes tranches confondues.

## 3. PIECES A FOURNIR PAR LES CANDIDATS

Les candidats produiront un dossier complet rédigé en langue française.

### 3.1. PHASE DE CANDIDATURE

**Au stade de la candidature, les opérateurs économiques sont invités à remettre uniquement les pièces listées à l'article 3.1.1 ci-dessous.**

**Seuls les candidats admis à l'issue de la phase de candidature seront invités à soumissionner et présenter une offre selon les modalités de l'article 3.2 ci-dessous.**

#### 3.1.1. Dossier de candidature

Le dossier de candidature contiendra les pièces suivantes.

Pour apprécier l'aptitude à exercer l'activité professionnelle :

- A) Lettre de candidature (formulaire DC1) renseignée, comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail ;
- B) Un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (ou numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R.2143-13 du code de la commande publique), OU récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription, ou équivalent.

Pour apprécier la capacité économique et financière :

- C) Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur (exemple : attestations d'assurances pour risques professionnels ou garanties bancaires ou bilans prévisionnels).

Pour apprécier la capacité professionnelle :

- D) En fonction de la qualité de l'opérateur économique (domaine Travaux ou Services) : Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. **Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur indique que les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte.** Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ; OU liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur indique que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

- E) L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public.

Pour apprécier la capacité technique :

- F) Une déclaration du candidat indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- G) Une déclaration indiquant les moyens matériels dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

NB1 : Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

NB2 : En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées.

NB3 : L'acheteur public accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées à l'article R. 2143-4 et aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées.

ATTENTION : Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement. Un même candidat ne peut pas présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements. En revanche, un candidat peut agir en qualité de membre de plusieurs groupements.

Il est rappelé que le code de la commande publique, article L.2171-7, comporte l'obligation d'identifier une équipe de maîtrise d'œuvre pour ce type de marché.

La prestation est réservée à une profession déterminée : Oui, uniquement pour une partie des prestations (établissement projet architectural faisant l'objet de la demande de permis de construire) qui sera assurée par un architecte selon l'art. 3 de la loi n° 77-2 du 3.1.1977 sur l'architecture et l'art L.421-1 du code de l'urbanisme.

En application de l'article R.2144-2 du code de la commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre du présent article sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

En application de l'article R.2144-7 du code de la commande publique, si un candidat se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

**IMPORTANT :**

1/ Conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, reprenant les documents ou renseignements de candidature réclamés ci-dessus.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

2/ Conformément aux articles R.2143-13 et R.2143-14 du code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature (par exemple sur le chiffre d'affaires, sur les références professionnelles, les effectifs, moyens matériels, justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession, etc.) à condition :

- Soit que la CINOR puisse obtenir directement ces documents ou renseignements par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la CINOR ;
- Ou soit que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables).

### **3.1.2. Critères objectifs de limitation du nombre de candidats**

La sélection des candidatures sera fondée sur :

- Qualité des références et des compétences professionnelles requises dans les domaines suivants (critère relatif à la capacité professionnelle), notée sur 16 points selon le détail suivant :
  - Conception et construction de transport par câble, idéalement en milieu urbain : 6 points ;
  - Exploitation de transport urbain, idéalement par câble : 2 points ;
  - Maintenance de transport par câble : 2 points ;
  - Conception architecturale en matière d'ERP, de pôle d'échange et de parking silo : 2 points ;
  - Conception de bâtiment bioclimatique et de système d'énergie renouvelable : 2 points ;
  - Ingénierie et construction en génie civil, bâtiment et aménagements urbains : 2 points.

ATTENTION : Pour chacune des 6 compétences professionnelles exigées obligatoirement ci-dessus, un candidat ne disposant manifestement pas de capacité suffisante pour l'une des compétences exigées pour exécuter le marché public sera éliminé.

- Moyens financiers mobilisables en vue de la bonne exécution des prestations (critère relatif à la capacité financière), notés sur 2 points ;

ATTENTION : Un candidat ne disposant manifestement pas des capacités financières suffisantes pour exécuter le marché public sera éliminé.

- Moyens humains et matériels mobilisables en vue de la bonne exécution des prestations (critère relatif à la capacité technique), notés sur 2 points.

ATTENTION : Un candidat ne disposant manifestement pas des capacités techniques suffisantes pour exécuter le marché public sera éliminé.

Un classement sera établi à l'issue de la notation et les quatre (4) premiers candidats seront sélectionnés pour participer à la phase d'offre.

#### **IMPORTANT :**

1/ L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées aux articles R.2143-4, R.2143-13 et R.2143-14 du code de la commande publique.

2/ Conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le type pour le document unique de marché européen, reprenant les documents ou renseignements de candidature réclamés ci-dessus.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

3/ Conformément aux articles R.2143-13 et R.2143-14 du code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature (par exemple sur le chiffre d'affaires, sur les références professionnelles, les effectifs, moyens matériels, etc.) à condition :

- Soit que la CINOR puisse obtenir directement ces documents ou renseignements par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la CINOR.
- Ou soit que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables)

### 3.2. PHASE D'OFFRE

**Les opérateurs économiques sélectionnés à l'issue de la phase de candidature seront invités à soumissionner et à présenter une offre en remettant les pièces figurant au présent article.**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Il est rappelé que le signataire doit être habilité à engager le candidat.

Le dossier à remettre comprendra obligatoirement les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement (AE) est à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du marché. Cet acte d'engagement sera éventuellement accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché. Si le candidat se présente en groupement conjoint, l'offre du candidat indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), complétée à partir du cadre fourni sous format Excel (sans décimales cachées) ; Le candidat peut scinder des prix ou en ajouter, dans le but d'adapter les découpages à l'organisation de son groupement et ainsi faciliter les paiements. Le montant total général de l'offre, réputé intangible, sera considéré comme le résultat de la consultation et prévaudra sur toute autre indication dans l'offre.
- Le tableau des garanties particulières (Annexe 2 du CCAP)<sup>3</sup>, complété ; Le candidat peut scinder des lignes ou en ajouter dans le but de préciser son offre ;
- L'engagement envers les PME et les artisans, complété (Annexe 3 du CCAP) ;
- Le cahier des charges social traitant de l'insertion par l'activité économique, complété (Annexe 4 du CCAP) ;
- Le tableau des engagements de performance (Annexe 1 du PTF), complété ;
- Le bilan et les coûts de la consommation énergétique (Annexe 2 du PTF), complété à partir du cadre fourni sous format Excel ; Le candidat peut scinder des lignes ou en ajouter, dans le but d'adapter le tableau à son mode de calcul et ainsi en faciliter la compréhension ;
- Le mémoire technique du candidat ; Ce document présente, détaille, explique et justifie le projet proposé par le candidat dans toutes ses composantes techniques et fonctionnelles, ainsi que son organisation et ses méthodes pour l'exécution des missions.

Le mémoire technique est contractuel dans son ensemble (pièces écrites et pièces graphiques).

- Les pièces graphiques suivantes, partie intégrante du mémoire technique :
  - Plan de la ligne de téléphérique : Profil en long non déformé et tracé rabattu sous le profil en ligne avec représentation des différentes flèches de câbles et gabarits bas des cabines (échelle à adapter au format A0) ;
  - Carnet de plans « station Hôpital » (A3) :
    - Plan masse 1/500e ;
    - Plan de toiture et d'insertion urbaine et paysagère 1/200e ;

<sup>3</sup> L'absence de renseignement d'une ou plusieurs garanties particulières n'est pas source d'élimination de l'offre. Plus la proposition sera riche en garanties proposées (en termes d'étendue et de durée), plus la note sera élevée.

- Plan des clôtures, des limites d'emprises et des espaces accessibles au public 1/200e ;
- Plan des niveaux 1/200e ;
- Coupe transversale et longitudinale et élévations 1/100e ou 1/200e selon pertinence ;
- Axonométrie / volumétrie station ;
- 1 perspective depuis le boulevard Sud avec vision de la façade d'entrée et du parvis.
- Carnet de plans « PEM La Vigie » (A3) :
  - Plan masse 1/1000e ou 1/500e selon pertinence ;
  - Plan de toiture et d'insertion urbaine et paysagère 1/500e ou 1/200e selon pertinence ;
  - Plan des clôtures, des limites d'emprises et des espaces accessibles au public, aux modes doux et aux véhicules 1/500e ou 1/200e selon pertinence ;
  - Plan des niveaux du PEM 1/400e ou 1/200e selon pertinence ;
  - Coupe transversale et longitudinale et élévations 1/100e ou 1/200e ou 1/400e selon pertinence ;
  - Axonométrie / volumétrie du PEM ;
  - Schémas fonctionnels avec les flux de l'ensemble des modes (yc piétons) avec légende ;
  - 1 perspective depuis le chemin de la Vigie avec une vue globale de la façade du PEM ;
  - 1 perspective des aménagements du jardin belvédère.
- Carnet de plans « pylônes » (A3) :
  - Plan masse 1/200e ;
  - Elévations 1/100e ou 1/200e selon pertinence (yc rapport d'échelle cabine/homme/voiture) ;
  - Axonométrie / volumétrie.
- Carnet de plans « cabines » (A3) :
  - Plans des cabines, vues de côté et de devant, avec dimensions principales (dimensions extérieures des cabines, dimensions extérieures des suspentes, largeur et hauteur de portes, etc.) au 1/50e ;
  - Plans d'aménagement intérieur des cabines avec dimensions principales (hauteur sous plafond, largeur et hauteur de portes, surfaces pour les places assises, surfaces pour les personnes debout, etc.) au 1/50e ;
  - Images de synthèse photoréalistes intérieures et extérieures des cabines permettant d'apprécier les couleurs, matériaux, graphisme, habitabilité, équipements embarqués, etc. comportant un repère d'échelle (un homme d'1,80 m par exemple).
- 4 panneaux A0 sur support rigide :
  - 1 - Présentation générale du projet (tracé, profil, etc.) ;
  - 2 - Station Hôpital ;
  - 3 - PEM La Vigie (station, P+R, pôle bus, etc.) ;
  - 4 - Pylônes et cabines.

L'offre finale comportera également, en complément de ces éléments, une note d'identification exhaustive des écarts, adaptations, précisions qu'elle intègre par rapport à l'offre initiale.

L'entité adjudicatrice se réserve le droit de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

## 4. JUGEMENT DES OFFRES

### 4.1. JURY

Conformément à l'article R.2171-16, 2° du code de la commande publique, la désignation d'un jury n'est pas prévue dans le cadre de la présente procédure.

### 4.2. VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES OFFRES

L'acheteur vérifiera que les offres sont régulières, acceptables et appropriées :

- Est considérée comme inappropriée l'offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences du maître d'ouvrage qui sont formulés dans les documents de la consultation ;
- Est considérée comme irrégulière une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète ou qu'elle méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;
- Est considérée comme inacceptable une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Lorsqu'un candidat a remis une offre inappropriée au sens de l'article L.2152-4 du code de la commande publique, cette offre est éliminée.

Lorsqu'un candidat a remis une offre irrégulière ou inacceptable au sens des articles L.2152-2 et L.2152-3 du même code, cette offre n'est pas éliminée et une négociation peut s'engager avec ce candidat.

L'offre peut alors devenir régulière ou acceptable à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Lorsque la négociation prend fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

En cas d'absence de négociation, tout dossier incomplet sera rejeté, sous réserve des dispositions des articles R.2152-1 à R.2152-5 du code de la commande publique.

Les candidats doivent être attentifs à ne pas soumettre une offre anormalement basse. Toute offre estimée anormalement basse nonobstant les explications et justifications demandées au candidat concerné, sera rejetée et déclarée irrecevable.

### 4.3. NOTATION DU CRITERE COUT GLOBAL

Le coût global est la somme des coûts de conception, réalisation, exploitation et maintenance tels que figurant à l'article 3.1.2 de l'acte d'engagement.

Le critère coût global est valorisé par une note (Np) sur 100, déterminée par la formule suivante :

$$\text{Note attribuée (Nc)} = 100 \times \frac{C_{md}}{C_{candidat}}$$

où :  $C_{md}$  = coût global en euros TTC de l'offre moins-disante

$C_{candidat}$  = coût global en euros TTC de l'offre du candidat

Si la DPGF remise comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, elle sera modifiée en conséquence. En cas de refus de corrections des erreurs, l'offre pourra être rejetée comme étant inappropriée.

La notion d'erreur s'entend au sens de la définition qu'en a donné le Conseil d'Etat (N°349149, du 21 septembre 2011, c'est-à-dire d'une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.

## **4.4. NOTATION DES CRITERES TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTAL**

### **4.4.1. Principes de l'analyse**

Les critères technique et environnemental sont décomposés en sous-critères, eux même décomposés en « détails d'évaluation » (sous-sous-critères), jugés au regard du contenu du **mémoire technique** remis dans l'offre (pièces écrites et pièces graphiques) ainsi que des autres pièces complétées par le candidat :

- Garanties particulières (Annexe 2 du CCAP) ;
- Engagement envers les PME et les artisans (Annexe 3 du CCAP) ;
- Cahier des charges social traitant de l'insertion par l'activité économique (Annexe 4 du CCAP) ;
- Engagements de performance (Annexe 1 du PTF) ;
- Bilan et coûts de la consommation énergétique (Annexe 2 du PTF).

Pour chaque détail d'évaluation visé aux articles 4.4.2 et 4.4.3 :

- L'analyse des engagements et des justifications du candidat est faite au regard des spécifications, exigences et performances attendues et décrites dans les pièces du marché ;
- Plus les éléments fournis par le candidat sont détaillés et pertinents, meilleure sera la note :
  - Absence de réponse : 0 points
  - Réponse insuffisante ou inadaptée : 0 à 50% de la note maximale
  - Réponse satisfaisante : 50 à 75% de la note maximale
  - Réponse très satisfaisante et/ou améliorant les exigences/performances minimales attendues : 75 à 100% de la note maximale

La note tiendra également compte de la comparaison de la qualité et de la pertinence des réponses des autres candidats.

En cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivaudra à l'absence de remise d'un mémoire technique.



#### 4.4.2. Décomposition et valorisation du critère technique

N°	Détails d'évaluation de la note technique		Principales références du MPGP	Note max sur 100
1	Insertion urbaine, architecturale et paysagère			
1.1	PEM La Vigie	Intégration du projet dans son environnement (yc pylône de sortie de station), prise en compte des projets connexes, prise en compte des covisibilités de tous types, qualité architecturale et paysagère, accessibilité et traitement de l'intermodalité, etc.	PTF 4.4.1, 4.4.2, 4.4.4, 4.4.5	6
1.2		Accessibilité et confort des espaces voyageurs (matériaux, mobiliers, éclairage, bruit, ventilation, etc.)	PTF 4.4.1, 4.4.2, 4.4.4, 4.4.5	2
1.3		Capacité, fonctionnement et évolutivité du P+R	PTF 4.4.5.5	2
1.4		Approche de la sureté et de la sécurité publique	CCMM 2.10	1
1.5	Station Hôpital	Intégration du projet dans son environnement (yc pylône de sortie de station), prise en compte des projets connexes, prise en compte des covisibilités de tous types, qualité architecturale et paysagère, accessibilité et traitement de l'intermodalité, etc.	PTF 4.4.1, 4.4.2, 4.4.3	5
1.6		Accessibilité et confort des espaces voyageurs (matériaux, mobiliers, éclairage, bruit, ventilation, etc.)	PTF 4.4.1, 4.4.2, 4.4.3	2
1.7		Approche de la sureté et de la sécurité publique	CCMM 2.10	1
2	Système de transport			
2.1	Profil en long : calcul de ligne et survol		PTF 4.3	2
2.2	Ligne	Tenue au vent : valeur de vent admissible en exploitation, dispositions prises en service et hors service	PTF 3.3, 5.1.9	2
2.3		Capacité de transport (mode nominal 1) : valeur et justification	PTF 5.3.2	3
2.4		Temps de parcours, temps d'arrêt et fréquence (mode nominal 1) : valeurs et justification	PTF 5.3.3, 5.3.4	3
2.6	Cabines	Qualité fonctionnelle, design et confort pour le public (mobilier, éclairage, bruit, température, etc.)	PTF 4.5, 5.3.1	6
2.7		Dispositions pour le lavage des cabines et notamment des vitres extérieures et des façades palières coté cabine	PTF 4.14, 4.6.6	2
2.8	Caractéristiques des câbles et des attaches terminales, tenue en cas d'incendie en station et dans l'espace boisé		PTF 4.7.8	2
2.9	Qualité fonctionnelle des postes de commande (PCC, PCL) et des locaux techniques exploitant/maintenance (configuration, équipements, etc.)		PTF 4.4.2.2, 4.11.4, 5.1.1	3
2.10	Description des fonctionnalités de la GTC		PTF 4.11.5	2
3	Fiabilité - Disponibilité - Maintenabilité (FDM)			
3.1	Plan FDM préliminaire et analyses FDM préliminaires justifiant la capacité à atteindre les performances FDM		CCMM 2.7	4
3.2	Indicateurs de Disponibilité (4)		PTF 5.4.1	4
3.3	MTBF global		PTF 5.4.2	2
3.4	MTTR global		PTF 5.4.3	2
4	Sécurité			
4.1	Equipements des cabines et fonctionnement des portes palières		PTF 4.5, 4.6	4
4.2	Machinerie, motorisation de secours, dispositifs de tension des câbles		PTF 4.7, 5.2	3
4.3	Justification du risque incendie		CCMM 2.8.5	3
4.4	Justification de l'évacuation et dispositions techniques retenues pour la récupération intégrée		CCMM 2.8.6	2

N°	Détails d'évaluation de la note technique	Principales références du MPGP	Note max sur 100
<b>5</b>	<b>Organisation et méthodes</b>		
5.1	Conception-Réalisation Organisation/méthodes en phase Conception (TF) : organigramme, CV des postes clés, répartition des missions, méthodes pour assurer les missions décrites au CMCM, participation de l'exploitant et du mainteneur aux études, identification des risques, etc.	CCMM 2.1 et suivants	3
5.2		CCMM 3.1 et suivants	3
5.3		CCMM 2.3.6	3
5.4		CCAP 9.2 + Annexe 3	2
5.5	Exploitation-Maintenance Organisation et méthodes pour l'exploitation et la maintenance (TO-B) : organigramme, CV des postes clés, dimensionnement du personnel, répartition des missions, méthodes pour assurer les missions décrites au CMCM, identification des risques, etc.	CCMM 4.1, 4.2 et suivants	3
5.6		CCAP 9.2 + Annexe 3	2
5.7		CCMM 2.11.1	2
5.8		CCMM 2.11.2, 2.11.3	2
5.9		DPGF TO-B : GP1/GP4/GP5	2
<b>6</b>	<b>Garanties particulières</b>		
6.1	Système de transport - câbles	CCAP 7.5 + Annexe 2	2
6.2	Système de transport - machineries & véhicules		2
6.3	Système de transport - électronique & électromécanique		2
6.4	Bâtiments, structures & équipements		2
6.5	Espaces verts et plantations		2

Le critère technique est ainsi provisoirement valorisé par une note (Ntprov) globale sur 100.

Le critère technique est ensuite valorisé par une note (Nt) sur 100, déterminée ainsi :

- La meilleure note provisoire (Ntprov<sub>max</sub>) est affectée de la note maximale, soit 100 points ;
- Les notes intermédiaires sont calculées par la méthode dite proportionnelle.

$$\text{Note attribuée (Nt)} = 100 \times \frac{Ntprov_{\text{candidat}}}{Ntprov_{\text{max}}}$$

#### 4.4.3. Décomposition et valorisation du critère environnemental

N°	Détails d'évaluation de la note environnementale	Principales références du MPGP	Note max sur 100
<b>7</b>	<b>Performance environnementale</b>		
7.1	Démarche d'écoconception et d'écoconstruction des ouvrages : nature et origine des matériaux, ventilation naturelle des locaux, orientation des locaux, protection solaire des façades, bâtiment basse consommation, récupération des eaux de pluie, etc.	PTF 4.4.2.4	25
7.2	Qualité des espaces verts, choix des espèces et des essences (DAUPI, viabilité, maintenabilité)	PTF 4.4.5.8, 4.4.5.9	15
7.3	Bilan et consommations électriques du système de transport et des stations : valeurs et justification	PTF 4.7.4 + Annexe 2	20
7.4	Mise en œuvre de dispositifs d'énergie renouvelable et part de l'énergie compensée	PTF 4.4.2.4, 4.5.10, 4.7.4, 4.9.8 + Annexe 2	20
7.5	Plan de Management du Développement Durable (PMDD) : Référent DD, mesures mises en œuvre et indicateurs de suivi d'un chantier "vert" : maîtrise des pollutions et des nuisances, gestion des déchets, économie circulaire, respect de la biodiversité, maintien des circulations et du cadre de vie, propreté, bilan carbone, etc.	CCMM 2.1.7	20

Le critère environnemental est ainsi provisoirement valorisé par une note (Neprov) globale sur 100.

Le critère environnemental est ensuite valorisé par une note (Ne) sur 100, déterminée ainsi :

- La meilleure note provisoire (Neprov<sub>max</sub>) est affectée de la note maximale, soit 100 points ;
- Les notes intermédiaires sont calculées par la méthode dite proportionnelle.

$$\text{Note attribuée (Ne)} = 100 \times \frac{\text{Neprov}_{\text{candidat}}}{\text{Neprov}_{\text{max}}}$$

#### 4.5. NOTATION DU CRITERE « PME »

La part d'exécution du marché que le candidat s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans (cf. Annexe 3 du CCAP), est valorisée par une note (Npme) sur 100, déterminée ainsi :

$$\text{Note attribuée (Npme)} = 100 \times \frac{P_{\text{candidat}}}{P_{\text{max}}}$$

où :  $P_{\text{max}}$  = % de l'offre présentant la part la plus importante toutes tranches confondues

$P_{\text{candidat}}$  = % présentant la part de l'offre du candidat toutes tranches confondues

#### 4.6. NOTE FINALE

La commission d'appel d'offres choisit l'offre économiquement la plus avantageuse en tenant compte de la pondération suivante :

$$\text{Note finale} = 35\% \times (\text{Nc}) + 40\% \times (\text{Nt}) + 20\% \times (\text{Ne}) + 5\% \times (\text{Npme})$$

## 5. MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 5.1. REMISE DES CANDIDATURES

Les candidats devront faire parvenir leurs plis contenant les pièces énumérées à l'article 3.1.1 du RC **au plus tard avant la date et l'heure indiquées en page de garde du présent document**. Les candidatures seront rédigées en langue française.

Pour la remise des candidatures, il est spécifié aux candidats que leur candidature doit être transmise uniquement par voie électronique :

- Sur le site [www.cinor.fr](http://www.cinor.fr) / Rubrique : Marchés publics en cours (cliquer sur l'action : accéder à la consultation) ;
- Ou sur le lien direct : <https://marches.cinor.fr> (plis à déposer sur l'affaire en question).

Les modalités de dépôt des plis par voie électronique sont précisées dans le formulaire d'aide aux entreprises pour la dématérialisation disponible sur le site <https://marches.cinor.fr> / Rubrique : Aide

Pour éviter des anomalies, le candidat doit s'assurer qu'il respecte les pré requis ainsi que les consignes contenues dans le formulaire en ligne d'aide aux entreprises pour la dématérialisation.

Les documents transmis par les soumissionnaires à la personne publique devront obligatoirement être aux formats texte ou tableau ou PDF (et compatibles pour une lecture sur un matériel type PC).

La signature électronique n'est pas obligatoire pour la remise des candidatures.

#### **IMPORTANT :**

Le candidat qui effectue une transmission de sa candidature et de son offre par voie électronique peut parallèlement transmettre, à titre de copie de sauvegarde, les documents précités (candidature et offre) sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc.) ou sur support papier, à condition de les faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes obligatoires :

- « Titre du marché concerné »
- « Copie de sauvegarde »

Elle ne pourra être ouverte que dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Attention : La copie de sauvegarde peut aussi être transmise par voie électronique conformément aux dispositions du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022.

### 5.2. REMISE DES OFFRES

Il ne pourra être exigé que des seuls candidats sélectionnés qu'ils justifient, avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnées aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique (article R.2144-5).

Les candidats admis à présenter une offre devront également transmettre leur offre par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation, selon les modalités précisées dans les lettres de consultation qui seront transmises aux candidats invités à soumissionner.

Afin de simplifier le dépôt des offres, les dispositions du code des marchés publics ne font plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer l'offre présentée.

Le candidat peut signer l'acte d'engagement dès la remise de son offre s'il le souhaite.

En tout état de cause, la signature du cahier des charges ne sera exigée qu'au terme de la procédure du seul candidat déclaré attributaire afin de formaliser le marché conclu, avec en appui le justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat. Une simple attestation sur l'honneur de la personne déclarant être habilitée à engager le candidat ne sera pas acceptée (le justificatif devra être probant, comme par exemple les statuts ou mandat, etc.).

### **5.3. SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT PAR L'ATTRIBUTAIRE**

L'attributaire sera invité à signer électroniquement uniquement l'acte d'engagement et à le déposer sur la plateforme de dématérialisation. La signature électronique devra être conforme aux prescriptions énoncées dans l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique et notamment permettre la procédure de vérification de la signature constatée par un contrôle fonctionnel qui porte au minimum sur les points suivants :

- 1° L'identité du signataire ;
- 2° L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 de l'arrêté précité ;
- 3° Le respect du format de signature mentionné à l'article 3 de l'arrêté précité ;
- 4° Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature ;
- 5° L'intégrité du document signé.

En tout état de cause, l'absence de remise de l'offre signée électroniquement dans le délai imparti par le maître d'ouvrage entraînera le rejet de l'offre.

### **5.4. DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les candidats devront faire parvenir leur pli contenant les **pièces de candidature** énumérées à l'article 3.1.1 du présent règlement au plus tard avant la date et heure indiquées dans l'Avis d'Appel Public à Candidature (AAPC).

A l'issue de la phase de candidature, les candidats retenus devront faire parvenir leur pli contenant les **pièces d'offre** énumérées à l'article 3.2 du présent règlement avant la date et heure indiquées dans la lettre d'invitation à soumissionner qui leur sera transmise.

Pour les deux phases (candidature et offre), les plis parvenus hors délais ne seront pas retenus sauf dans l'hypothèse où l'acheteur public dispose d'éléments tangibles montrant que le pli électronique a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais.

## **6. MODALITES D'ATTRIBUTION – PIECES A REMETTRE PAR L'ATTRIBUTAIRE**

Le marché sera attribué au candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution annoncés ci-avant.

Conformément à l'article R.2181-3 du code de la commande publique, les candidats évincés seront informés via le Profil acheteur du choix de l'offre économiquement la plus avantageuse en application des critères d'attribution et par conséquent de l'identité du candidat auquel le marché aura été attribué.

Compte tenu de la notification du rejet par voie électronique, le délai de recours en référé précontractuel sera de onze (11) jours à compter de la date d'envoi de celle-ci.

Les pièces suivantes seront à remettre uniquement par l'attributaire dans les délais impartis à compter de la réception du courrier d'attribution :

- Le justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (Attention : une simple attestation sur l'honneur de la personne déclarant être habilitée à engager le candidat ne sera pas acceptée. Le justificatif devra être probant, comme par exemple les statuts ou mandat, etc.) ;
- En cas de groupement désigné attributaire : Le mandataire devra fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Si une forme juridique est imposée dans l'AAPC ou le présent règlement, le groupement devra revêtir cette forme.

L'habilitation doit être valable et émaner d'une personne habilitée à engager le co-traitant (fournir le justificatif de pouvoir également).

- Le Titulaire est tenu à la garantie décennale prévue aux articles 1792 et 2270 du code civil. La garantie décennale doit être remise préalablement à la signature du marché, pour les cas prévus par la garantie décennale obligatoire (article L.241-1 et suivants du code des assurances). En cas de refus de produire ces documents ou de production de documents non valables, l'offre sera éliminée.

Les candidats sont informés que préalablement à la signature du marché, le Pouvoir adjudicateur réclamera à l'attributaire une attestation justifiant de la souscription d'une assurance de responsabilité décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil, et comprenant les mentions minimales fixées par l'article A.243-3 du code des assurances.

En cas de refus de produire ces documents ou de production de documents non valables, l'offre sera éliminée.

Pour information, le coût total prévisionnel de la construction des ouvrages soumis à décennale déclaré par le maître de l'ouvrage est estimé autour de 14-15 M€ HT pour le PEM de La Vigie, et 4-5 M€ HT pour la station Hôpital. Si le coût d'un ouvrage excède 15 M€ HT, un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) sera passé par l'entité adjudicatrice CINOR.

- Si l'attribution à lieu plus de six (6) mois suivant la date de remise des candidatures, les certificats et attestations à jour prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ;
- Si un candidat attributaire se trouve dans un cas d'exclusion de la procédure de passation du marché ou ne peut produire les moyens de preuve requis par le maître d'ouvrage dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après doit être sollicité pour produire les documents nécessaires.

L'absence de remise de tous les documents et justificatifs demandés au présent article, dans le délai imparti par le maître d'ouvrage, entraînera le rejet de l'offre.

En accord avec le candidat retenu, il pourra être procédé à une mise au point des pièces du marché avant sa signature.

Le marché prend effet à compter de sa notification.

## **7. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

L'acheteur se réserve la possibilité d'apporter tout complément, précision ou modification qu'il estime nécessaire au dossier de consultation.

L'acheteur informera par écrit les candidats des changements apportés aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation.

En cas de modifications importantes, l'acheteur accordera aux candidats un délai suffisant et identique pour leur permettre de modifier leurs offres et, le cas échéant, de les présenter à nouveau.

## 8. RECOURS

Le Tribunal Administratif de La Réunion est l'instance chargée des procédures de recours, dont les coordonnées sont les suivantes :

27 rue Félix Guyon, CS 61107, 974040, Saint-Denis CEDEX, RE

Téléphone : (+33) 02 62 92 43 60,

Courriel : [greffe.ta-reunion@juradm.fr](mailto:greffe.ta-reunion@juradm.fr)

Adresse Internet : <http://la-reunion.tribunaladministratif.fr>

Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel pendant toute la procédure de passation jusqu'à la signature du marché et avant la conclusion du contrat (article L.551-1 du code de justice administrative) ;
- Référé contractuel pouvant être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat (article L.551.13 et suivants du code de justice administrative) ;
- Tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses qui en sont divisibles, assorti le cas échéant de demandes indemnitaires dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées notamment celles de l'avis d'attribution.

## 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 13 jours avant la date limite de remise des candidatures ou des offres une demande par voie électronique sur le site internet <https://marches.cinor.fr>, et ce en suivant les instructions ci-après :

- 1/ Ouvrir l'affaire concernée sur le site : <https://marches.cinor.fr> par la rubrique « accéder à la consultation »
- 2/ Onglet **Question** – Puis **Poser une question**
- 3/ Rédigez votre question dans le cadre **Question (250 caractères max)** ou/et **Joindre un fichier** en cliquant sur **Parcourir**
- 4/ **Envoyer**

Le diagramme illustre le processus de pose d'une question sur le site marches.cinor.fr. Il est divisé en deux parties principales : la navigation et la rédaction de la question.

**Navigation :**

- Un bouton "Clic sur Questions" pointe vers l'onglet "Question" dans la barre de navigation.
- Un bouton "Poser une Question" pointe vers le lien "Poser une question" dans le menu déroulant de l'onglet "Question".

**Rédaction de la question :**

- Le formulaire "Poser une question" est affiché. Il contient un champ "Question (250 caractères max) :".
- Un bouton "Joindre un fichier" est visible, avec un bouton "Parcourir..." à côté.
- Un bouton "Envoyer" est situé en bas à droite du formulaire.
- Un bouton "Annuler" est situé en bas à gauche du formulaire.

Une réponse sera alors apportée à tous les candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures ou offres.